

# Aux sources de la Völkerwanderung moderne

par Jerzy LUKASZEWSKI,

Professeur-adjoint au Collège d'Europe (Bruges).

★

Depuis l'époque de la Völkerwanderung, l'Europe n'a pas connu de mouvements de population comparables à ceux qui eurent lieu dans sa partie centrale et orientale, pendant et après la Deuxième Guerre mondiale. Le recul vers l'ouest de l'énorme masse de l'élément ethnique allemand représente une partie très importante de ces mouvements. En République Fédérale, les Allemands venus de l'est sont, aujourd'hui, appelés *expulsés* (*Vertriebene*) quoique à beaucoup d'entre eux — et, en particulier, à la plupart de ceux qui sont venus de Pologne et des anciens territoires allemands devenus polonais — il soit plus approprié d'attribuer le terme de *réfugiés* : au fur et à mesure de la retraite de la Wehrmacht et de l'avance de l'Armée Rouge, en 1944 et au début de 1945, des millions d'Allemands établis entre le Niémen et l'Oder furent entraînés dans une fuite vers l'ouest, laissant derrière eux un pays presque déserté.

La situation des Allemands des Sudètes fut différente. Leur pays — comme toute la Bohême — resta pendant la guerre une oasis relativement paisible et épargnée par les combats ; ce ne fut que les derniers jours des hostilités, ou même après l'armistice, qu'il tomba aux mains des troupes soviétiques ou américaines. Manquaient donc des raisons irrésistibles pour fuir et, d'autre part, il n'y avait plus d'endroit où fuir. Ainsi la grande majorité des Allemands des Sudètes est restée dans ses contrées et fut, par la suite, presque entièrement expulsée en 1945-1946. La Tchécoslovaquie qui, selon le recensement du 1<sup>er</sup> décembre 1930, comptait 3.231.688 Allemands parmi ses 14.729.536 habitants n'en avait que 165.117, le 1<sup>er</sup> mars 1950.

Cette séparation d'un pays d'une partie de sa population qui, pendant des siècles, en constitua une composante importante est l'objet d'une étude de Radomir LUZA, un Tchègue en exil depuis 1948 et maintenant établi en Amérique (1). De cette très importante étude, disons-le immé-

diatement, ne se passera désormais aucun chercheur intéressé par la question qu'elle traite.

Le sous-titre correspond mieux au contenu du livre que le titre : le transfert strictement dit des Allemands de Tchécoslovaquie est présenté en une vingtaine de pages seulement. Cependant, dans le tableau des relations tchéco-allemandes des années 1933-1962 (soit, essentiellement, les relations entre la Tchécoslovaquie et sa minorité allemande, et, dans une bien moindre mesure, celles entre les Etats tchécoslovaque et allemand) apparaît un grand déséquilibre : tandis que les événements qui ont conduit à l'expulsion de la population allemande de Tchécoslovaquie, c'est-à-dire les années 1933-1945, sont présentés sur environ 260 pages, 16 pages seulement sont consacrées à la période plus longue suivant l'expulsion. C'est regrettable : dans cette période, un vaste réseau d'organisations et d'activités d'Allemands originaires de Tchécoslovaquie a pris forme en République Fédérale, réseau qui est devenu l'un des facteurs de la résurrection du nationalisme allemand, après la dernière guerre. Quiconque suit les réunions des Allemands des Sudètes — où rien ne manque des accessoires familiers : foules immenses, discours follement acclamés, uniformes, étendards, fanfares et tambours — et lit la *Sudetendeutsche Zeitung* ne peut empêcher que se réveille en lui le souvenir du climat spirituel et de la technique politique du nazisme. Il est particulièrement troublant que les activités des Allemands des Sudètes en République Fédérale s'accompagnent d'une abondante phraséologie « européenne », méthode qui sert comme « tremplin de la responsabilité collective à l'innocence collective » selon un écrivain allemand contemporain impitoyable dans son

(1) Radomir LUZA, *The Transfer of the Sudeten Germans, A Study of Czech-German Relations 1933-1962*, with a Foreword by A. William Salomone, New York University Press, New York, 1964 (XXIV+365 pages).

hostilité à l'hypocrisie nationaliste (2). Le dernier chapitre bref, bien que fort intéressant, ne peut pas être considéré comme un examen suffisant de ces problèmes dans un livre qui étend sa limite chronologique à 1962.

Un lecteur attentif ressent d'autres insuffisances : l'histoire millénaire des relations tchéco-allemandes, antérieures à la création de la république tchécoslovaque en 1918, est traitée par Luza en quelques pages seulement. Or, c'est dans cette histoire que l'on peut trouver les racines profondes de ce violent conflit national qui, en 1945-1946, devait aboutir à une élimination presque totale de millions d'Allemands du pays qui les avait abrités pendant des siècles. On aimerait surtout y lire plus du partage au XIX<sup>e</sup> siècle de l'ancien royaume de Bohême entre deux nationalismes ethniques modernes : l'allemand, dérivant rapidement vers un pan-germanisme agressif, et le tchèque, cherchant à fortifier sa position par une association avec le panslavisme dirigé de Russie.

Le livre de Luza est basé sur quelques sources non publiées, un nombre considérable de documents publiés et sur une grande quantité de livres et d'articles en plusieurs langues. L'utilisation des publications d'auteurs marxistes de la Tchécoslovaquie contemporaine aide Luza à formuler l'une de ses constatations intéressantes : qu'il y eut une relation étroite entre la montée du nazisme parmi les Allemands des Sudètes et la crise économique qui affligea leur pays entre les deux guerres mondiales. Pour les régions allemandes de Bohême — spécialisées dans l'industrie légère, comme celle du verre et des textiles, orientée principalement vers l'exportation — la désintégration, en 1918, de l'Autriche-Hongrie, avec son immense marché, avait été déjà une dure épreuve. Mais la grande dépression économique des années 1930 prit les dimensions d'un désastre. En 1937, les exportations de la Tchécoslovaquie représentaient 40 % seulement du volume de celles de 1928. L'industrie légère des régions allemandes fut la première victime ; le chômage et la misère sévirent. Le mécontentement se traduisit par une croissance de l'opposition à l'État tchécoslovaque et par un succès spectaculaire du nazisme : aux élections municipales de mai et juin 1938, le parti nazi de Henlein obtint plus de 85 % des votes des Allemands de Tchécoslovaquie. L'insistance des récentes publications tchèques sur l'interdépendance entre les

phénomènes économiques et politiques dans l'évolution qui aboutit à ce résultat — insistance que l'on peut discerner par l'intermédiaire du livre de Luza — montre que la contribution de la pensée marxiste peut être enrichissante, à condition, bien sûr, qu'elle se fasse dans un libre jeu des tendances intellectuelles. En supprimant, en Europe de l'Est, ce libre jeu, le marxisme communiste a condamné la vie intellectuelle à l'uniformité stérile.

Pouvoir rapporter la montée de l'animation politique à des bouleversements économiques signifie un important progrès dans son analyse, mais n'explique pas encore pourquoi cette animation a pris la couleur du nationalisme intégral. Est-ce une régularité, un réflexe conditionné que la croissance de l'activité politique d'un groupe national minoritaire doit toujours se canaliser dans la voie du nationalisme ? Il semble que cela ne soit pas inévitable. Pour utiliser un exemple proche : les Tchèques, avant la Première Guerre mondiale, en s'opposant à l'Autriche des Habsbourg — qu'ils identifiaient à la domination germanique — ne se sont jamais, dans leur majorité, ralliés sous le drapeau d'un mouvement nationaliste ; outre les partis que l'on pouvait qualifier de *nationalistes*, enracinés surtout dans le milieu bourgeois, toutes les autres tendances politiques connues en Europe furent bien représentées parmi eux, y compris une puissante social-démocratie et un populisme catholique, ouverts par nature sur des horizons internationaux (3).

Le ralliement volontaire et presque complet des Allemands des Sudètes au nazisme, au cours des années 1930, ne peut certainement pas être uniquement expliqué par des raisons économiques. Pour éclairer ce phénomène, il faut rappeler, d'une part, l'exemple des Allemands du Reich qui, en 1933, portèrent Hitler au pouvoir, et d'autre part, la propre tradition politique des Allemands des Sudètes. Luza a raison de souligner les racines sudètes du nazisme. En effet, le nazisme ne peut être déduit aussi directement d'aucune autre tendance politique antérieure que du Mouvement

(2) Paul Wilhelm WENGER, *Wer Gewinnt Deutschland?*, Stuttgart, 1959.

(3) Une intéressante caractéristique de l'attitude des partis politiques tchèques, à la veille et pendant la Première Guerre mondiale, peut être trouvée dans l'ouvrage de Z.A.B. ZEMAN, révisionniste par rapport à l'historiographie d'avant la dernière guerre: *The Break-up of the Habsburg Empire 1914-1918, A Study in National and Social Revolution*, Londres-New York-Toronto, 1961.

Pan-Allemand de Georg von Schönerer. Ce mouvement raciste, violemment antisémite, anticatholique et antilibéral, qui à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle demandait un *Anschluss* pur et simple de l'Autriche au Reich des Hohenzollern, fut surtout soutenu par les Allemands des Sudètes. Il est seulement étonnant qu'en traitant cette question, Luza utilise un grand nombre de sources secondaires mais ne se serve jamais d'un document plus important et plus éloquent que les autres, *Mein Kampf*. Hitler a écrit : « Quand je suis venu à Vienne, mes sympathies appartenaient entièrement et complètement au Mouvement Pan-Allemand. Que l'on eût le courage de s'écrier « Vive Hohenzollern » dans le parlement m'impressionnait autant que cela me réjouissait ; que l'on se considérât encore comme une partie intégrante du Reich allemand, seulement temporairement séparée, et ne laissât pas passer un moment pour témoigner de cela publiquement réveillait en moi une joyeuse assurance... » (4).

Par manque d'imagination, de réalisme et de sens du compromis, les Allemands de Bohême refusèrent d'adapter leur vie et leurs aspirations aux profonds changements économiques, politiques et spirituels qui eurent lieu aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Ayant acquis au XVII<sup>e</sup> siècle la position d'élément dominant dans le royaume de Bohême, ils répondirent par une hostilité inconditionnelle au réveil national des Tchèques et à leur tendance à l'émancipation. Un certain affaiblissement de la position allemande en Bohême — résultant de causes « naturelles », comme la plus grande fécondité des Tchèques ou la migration des paysans tchèques vers les villes allemandes due à l'industrialisation moderne — fut attribué par le Mouvement Pan-Allemand à l'indulgence supposée de la dynastie et du gouvernement impérial à l'égard des Tchèques. Disciple docile de von Schönerer, Hitler écrivait : « Ici il suffit seulement de constater qu'en principe, déjà dans ma toute première jeunesse, je suis arrivé à une conclusion qui ne m'a jamais plus quitté, mais qui s'est encore approfondie : à savoir que la sécurité du Germanisme avait pour condition l'anéantissement de l'Autriche, et qu'en plus le sentiment national n'est en rien identique au patriotisme dynastique ; que surtout la maison archiducal des Habsbourg était destinée à être un désastre pour la nation allemande » (5).

Avec une hostilité encore plus grande, les Allemands des Sudètes accueillirent la naissance de l'Etat tchécoslovaque et lui attribuèrent la responsabilité de tous leurs tracas. En conséquence, le mouvement politique le plus orienté vers la ruine de cet Etat pouvait compter sur leur appui massif. La description de l'érosion systématique de la Tchécoslovaquie par le nazisme sudète constitue la partie la meilleure et la plus passionnante du livre de Luza. On voit là le mécanisme de la manipulation d'un mouvement totalitaire depuis un centre à l'étranger, reconnu par ce mouvement comme sa Mecque ; l'utilisation habile des institutions démocratiques par un mouvement qui vise à leur étranglement ultérieur ; la tactique d'augmenter continuellement les demandes pour qu'elles ne soient jamais satisfaites ; l'inévitabilité du sort pitoyable des groupes politiques qui se laissent entraîner à coopérer avec le totalitarisme. La lecture de ces chapitres peut suggérer des réflexions utiles, surtout à ceux — toujours nombreux dans le monde contemporain — qui, trop facilement, oublient l'avertissement de Churchill que « l'on n'apaise pas le crocodile en le nourrissant ».

L'œuvre du nazisme fut facilitée par le manque de détermination du gouvernement tchécoslovaque et sa confiance excessive en la protection occidentale. La défaillance des partis bourgeois tchèques traditionnels en un moment critique et la capitulation de l'Occident devant Hitler à Munich provoquèrent un terrible choc psychologique parmi le peuple tchèque et contribuèrent, comme le montre à plusieurs reprises Luza, à un succès spectaculaire du communisme parmi ce peuple. La Tchécoslovaquie fut le seul pays de l'Europe centrale et orientale où les communistes sortirent des premières — et libres ! — élections d'après-guerre comme le parti le plus puissant.

Beaucoup de signes indiquent que plusieurs années d'expériences décourageantes du communisme ont renversé l'attitude des Tchèques à son égard. Mais il reste douteux que ce changement implique un retour à la confiance et à la sympathie pour l'Occident. En effet, il semble que Munich, puis, encore plus, Yalta aient infligé des dommages incalculables à la réputation de l'Occident dans la conscience des peuples habitant l'espace entre l'Allemagne et la Russie, peuples qui, pen-

(4) *Mein Kampf*, 656<sup>e</sup>-660<sup>e</sup> édition, Munich, 1941, p. 106.

(5) *Ibidem*, p. 14.

dant des siècles s'étaient considérés comme les bastions de la civilisation occidentale à l'Est. En cherchant à préserver leur identité face au pouvoir absorbant de la Russie soviétique, ces peuples paraissent toujours conserver une méfiance envers l'Occident et se garder de lier leurs aspirations à la possibilité d'un soutien occidental. En disant cela, je pense moins à la politique des régimes de l'Europe centrale et orientale qu'à l'opinion des peuples de cette région, dans la mesure où cette opinion peut s'exprimer librement et se faire connaître de ce côté du Rideau de Fer. L'exploration de ce fossé psychologique — qui paraît diviser l'Europe d'une manière plus dangereuse et durable que l'artificielle frontière politique — se présente aux chercheurs comme une nécessité urgente. Pourtant, ce sujet semble échapper à l'attention des Occidentaux (6).

Malgré le rôle joué par les Allemands des Sudètes dans la destruction de la Tchécoslovaquie, l'idée de leur expulsion ne prit pas forme immédiatement après Munich. Une mesure si monstrueuse demandait que le monde s'habitât à l'horreur et à la cruauté pendant plusieurs années de guerre pour qu'elle fût conçue et exécutée. Luza a le mérite d'avoir montré les projets de solution de la question sudète antérieurs au plan d'expulsion totale de la population allemande. Il est intéressant de noter que le président Benes et quelques membres du gouvernement tchèque à Londres nourrissent l'idée de diminuer le nombre des Allemands en Tchécoslovaquie en cédant une partie d'entre eux à l'Allemagne avec leurs territoires (il s'agissait des territoires géographiquement moins intégrés à la Bohême). Un autre plan du gouvernement en exil prévoyait une expulsion de la majorité nazie des Allemands des Sudètes et la rétention d'une minorité considérable, politiquement moins compromise (800.000 personnes).

Un des aspects très intéressants de la question des Allemands des Sudètes, sur lequel Luza attire l'attention de son lecteur, est la prudence initiale des Soviétiques et des communistes tchèques envers le projet d'expulsion. Cette prudence était dictée par l'espoir que l'Allemagne pût devenir communiste après l'effondrement du nazisme et que, dans ce cas, toute mesure anti-allemande pût être politiquement nuisible. Mais les communistes changèrent de front, avec la facilité qui leur est propre, après la fin des hostilités.

Avant de s'emparer de la Tchécoslovaquie, les Soviétiques et les communistes tchèques installés à Moscou ignoraient la profondeur et la force du sentiment anti-allemand qui s'était répandu dans la population tchèque après Munich, et surtout, après l'occupation de leur pays par les Allemands en 1939. Une fois à Prague, se rendirent compte que toute tentative pour freiner la vague de sentiments anti-allemands pourrait être désastreuse pour leur popularité et qu'en revanche, leur identification avec cette vague était, dans la situation politique et psychologique particulière de l'année 1945, le moyen le plus sûr de gagner le soutien du peuple tchèque.

L'attitude de ce peuple fut déterminée par les expériences des années précédentes, passées sous le joug du nazisme. Luza consacre une partie de son livre à montrer le rude sort des Tchèques pendant l'occupation allemande de 1939 à 1945. Ces années furent marquées par des exécutions et des déportations dans des camps de concentration et au travail obligatoire en Allemagne, par des efforts visant à la dégradation culturelle des Tchèques et par une exploitation économique de leur pays. Un tel traitement des Tchèques par les occupants nazis contrastait avec la situation de la population allemande en république tchécoslovaque, avant 1938, que Luza présente sous ses multiples aspects. Abstraction faite de quelques vexations administratives — comme, par exemple, la préférence des autorités de la république pour les firmes tchèques dans l'adjudication de contrats d'Etat et pour les candidats tchèques à la fonction publique — les Allemands jouissaient des privilèges que donne un Etat démocratique et disposaient des conditions nécessaires pour préserver et développer leur identité nationale distincte. Ils avaient une représentation parlementaire correspondant parfaitement à leur part dans la population totale, un réseau scolaire extrêmement bien développé avec, à sa tête, l'université allemande de Prague, une participation à l'administration locale reflétant avec une grande exactitude le caractère ethnique des communes et districts. Leurs représentants firent partie à plusieurs reprises du gouvernement de la république.

Luza ne manque pas de dresser aussi un autre

(6) Cf. mon essai consacré à ce problème: «*Der Westen in den Augen der Osteuropäer*», *Frankfurter Hefte*, octobre 1962.



tableau : celui de la persécution, parfois cruelle, des Allemands par les autorités et la population tchèques, après la libération, au printemps de 1945. Cette persécution prit des formes d'autant plus regrettables qu'elle fut aussi dirigée contre des personnes innocentes ou moins compromises, tandis qu'une partie des vrais criminels nazis avait réussi à se sauver. Tout en admettant que des excès déplorables ont été commis dans le traitement de la population allemande de Tchécoslovaquie après l'effondrement du Reich, Luza s'oppose d'une manière convaincante aux exagérations de certains auteurs en République Fédérale — de ceux d'origine sudète, surtout — dans l'évaluation des pertes subies par les Allemands des Sudètes pendant les répressions qui suivirent la libération, puis au cours de leur transfert en Allemagne. Luza se dresse également contre ces historiens et publicistes allemands qui minimisent l'importance de la terreur allemande en Tchécoslovaquie ainsi que le rôle de la résistance tchèque dans le combat contre le nazisme.

A propos de ces dernières questions, quiconque a une connaissance de l'histoire de l'Europe dans les années de la dernière guerre, ne peut pas échapper à la réflexion que les souffrances du peuple tchèque, ses pertes en vies humaines et les pertes matérielles de son pays, incommensurables sur le plan humain, paraissent quand même moins importantes en termes relatifs, c'est-à-dire dans le contexte des événements qui eurent lieu simultanément dans d'autres pays de l'Europe centrale et orientale. Le traitement réservé aux Tchèques par les Allemands paraît extrêmement inhumain à quiconque n'est pas dépourvu du sens moral habituel, cependant, comparé à celui appliqué aux Russes, aux Yougoslaves, pour ne pas parler des Juifs, il semble beaucoup moins bestial et moins menaçant pour la survie de la nation. Ce fut la conséquence naturelle du fait qu'en 1939, le Reich étendit son « protectorat » sur les Tchèques, pacifiquement et en accord avec leur gouvernement national. La reconnaissance de l'héroïsme et des services des résistants tchèques ne peut pas empêcher la constatation que leurs actions n'ont jamais pris l'importance de celles qu'ont entreprises les résistances yougoslave, polonaise et slovaque, et n'ont jamais forcé les Allemands à des efforts militaires comparables à ceux qui furent dirigés contre ces résistances.

Il semble qu'en général, par leur attitude pendant la dernière guerre, les Tchèques aient confirmé l'opinion qu'en donne un de leurs compatriotes illustres, opinion qui est une contribution intéressante à la psychologie des peuples : « Confronté à ce qu'il considère comme une force prépondérante, un Tchèque moyen recourt à des manœuvres tortueuses et arrive à une soumission simulée plutôt qu'à une opposition ouverte. Il se courbe pour conserver ses forces plutôt que de les user dans un geste de résistance orgueilleuse. Il n'est pas moins disposé qu'un autre homme à se lever et à lutter pour sa cause et ses convictions mais — tout autrement que ses fanatiques ancêtres hussites — seulement à condition de voir une chance réelle de succès » (7).

Luza a fait un effort pour donner un tableau de la question qu'il traite, sous tous ses multiples aspects, mais il souscrit entièrement à l'opinion que l'expulsion des Allemands des Sudètes fut une mesure justifiée par l'histoire et qu'elle est une condition indispensable à la sécurité de la nation tchèque et à la paix. L'identification de Luza avec le point de vue tchèque est parfois préjudiciable à la valeur scientifique de son livre, surtout lorsqu'il énonce — à plusieurs reprises — ce que le gouvernement de Prague « aurait dû », ou « n'aurait pas dû », faire. Tout en admettant que certaines erreurs ont été commises par la Tchécoslovaquie, Luza témoigne, néanmoins, de la plus grande admiration pour la république de Masaryk et Benes. Cette république représente pour lui le modèle d'un Etat démocratique et libéral, humanitaire et tolérant, contrastant favorablement avec tous les autres Etats de l'Europe centrale et orientale.

Ici s'ouvre le terrain d'une discussion particulièrement importante et nécessaire à l'heure actuelle. L'attribution à la Tchécoslovaquie de mérites exceptionnels est fortement enracinée dans la pensée occidentale. Or, la revision de certaines opinions courantes paraît non seulement nous rapprocher de la vérité, mais aussi aider à élaborer des desseins pour l'avenir. Masaryk et Benes ont choisi, pendant la Première Guerre mondiale, la politique de la destruction de l'empire autrichien et de la reconstitution d'un Etat national tchèque. Grâce à leur habileté, ils ont

(7) Eduard TABORSKY, professeur à l'Université de Texas, autrefois secrétaire particulier du président Benes, dans *Communism in Czechoslovakia 1948-1960*, Princeton, 1961, p. 809.

réussi à associer les Alliés à cette politique et, par conséquent, ont assuré son succès. Mais ce qui a pu paraître un triomphe du peuple tchèque impliquait, en réalité, les plus graves dangers pour son avenir. Le microcosme des Etats apparus sur les anciens territoires de l'Autriche n'offrait nullement de meilleures conditions à la vie et au développement des peuples habitant ces territoires. Ce microcosme devait attirer, tôt ou tard, la voracité de l'impérialisme allemand ou russe. Après vingt ans d'indépendance « totale », les Tchèques furent les premiers à ressentir ce qui, inévitablement, devait arriver : leur pays devint une colonie du Reich et, très vite après l'effondrement de celui-ci, une colonie soviétique. Inutile de dire que le peuple tchèque qui tient une place si importante dans l'histoire et la civilisation de l'Europe, avait infiniment plus de liberté et de sécurité dans l'Autriche des Habsbourg que dans l'empire nazi ou communiste. C'est en faisant partie de l'Autriche que les Tchèques ont, au XIX<sup>e</sup> siècle, retrouvé leur identité nationale distincte, développé magnifiquement leur culture et modifié en leur faveur l'équilibre ethnique dans le royaume de Bohême. Il n'est pas étonnant que les Pan-Allemands haïssent l'Autriche et que F. Palacky, le père de la renaissance nationale tchèque, voulût la sauver et la réformer. Dans sa lettre du 11 avril 1848 au Comité préparatoire de l'Assemblée parlementaire de Francfort, Palacky écrit : « Vous savez, Messieurs, quelle est la puissance qui tient tout l'Est de notre continent... vous savez que dans le Sud-est de l'Europe, le long des frontières de l'empire russe, vivent plusieurs nations différant largement par l'origine, la langue, l'histoire et les mœurs... dont aucune n'est, seule, suffisamment forte pour s'opposer à jamais avec succès au voisin prépondérant de l'Est. Elles pourraient le faire si un lien proche et ferme les unissait toutes ensemble en une seule... Véritablement, si l'Etat autrichien n'avait pas existé depuis des siècles, il aurait été un impératif pour nous dans l'intérêt de l'Europe et de l'humanité d'essayer de le créer aussitôt que possible » (8).

Masaryk et Benes ont rejeté la philosophie de Palacky et, aveuglés par le mirage de la souveraineté nationale, ont livré leur peuple aux hasards les plus périlleux. Certaines études historiques récentes mettent d'ailleurs en évidence que leurs desseins ne jouissaient — sauf dans les derniers mois du premier conflit mondial — d'aucun sou-

tien considérable dans la société tchèque ; ces desseins furent réalisés parce que les Alliés, qui les avaient épousés, gagnèrent la guerre (9). L'Autriche des Habsbourg avait, évidemment, beaucoup de défauts, mais les expériences du dernier demi-siècle montrent qu'il aurait mieux valu profiter du bouleversement de la guerre et de l'affaiblissement du pangermanisme militant qui en résultait pour mieux adapter ce grand empire aux aspirations de ses peuples, pour le transformer en une fédération moderne, plutôt que de le détruire. On ne pouvait pas mieux définir un programme raisonnable pour les peuples de l'Autriche que l'a fait l'organe de la social-démocratie tchèque, au début de la Première Guerre mondiale : « La nation tchèque, vu sa position internationale, doit à l'avenir se fier à l'Autriche et travailler pour la réforme de l'Etat selon ses besoins. Elle est dans la situation d'un homme qui, temporairement, occupe des petites pièces dans la maison correspondant le mieux à ses exigences. Ses efforts doivent viser non pas à la démolition de la maison ou au déménagement mais à l'obtention de meilleures conditions de vie pour lui-même » (10).

On admet volontiers que la Tchécoslovaquie d'avant-guerre fut l'Etat le plus démocratique et libéral parmi d'autres en Europe centrale, mais la différence par rapport à ces autres Etats fut celle de *degré* et non pas de *nature*. Sur les ruines de l'Autriche, détruite au nom du principe national, la Tchécoslovaquie fut une des nouvelles petites Autriche. Etant donné la mosaïque ethnique de l'Europe centrale, l'organisation politique de cette région selon le principe national était complètement impossible, sauf par expulsion ou extermination en masse. Mais, après la Première Guerre mondiale, on n'en était pas encore là. Les Etats successeurs de l'ancienne Autriche furent donc aussi multinationaux, mais en différèrent par une distinction plus marquée entre les groupes ethniques *dominants* et *sujets*, et par une opposition plus violente de ces derniers aux premiers. La Tchécoslovaquie n'échappait pas au célèbre modèle des relations entre nationalités, à l'époque d'une course générale vers des « Etats nationaux », for-

(8) Cité d'après le texte de cette lettre publié dans Charles and Barbara JELAVICH, *The Habsburg Monarchy, Toward a Multinational Empire or National States?*, New York, 1959, pp. 18-22

(9) Cf. Z.A.B. ZEMAN, *op. cit.*

(10) *Ibidem*, p. 44.

mulé par Bertrand Russel dans *Why Men Fight* : « J'appartiens, raisonne le nationalisme opprimé, par sympathie et tradition à la nation A, mais je suis sujet du gouvernement qui est dans les mains de la nation B. C'est une injustice, non seulement selon le principe général du nationalisme, mais aussi parce que la nation A est généreuse, progressive et civilisée, tandis que la nation B est oppressive, attardée et barbare... Maintenant, pourtant, au cours de la guerre, la nation A acquiert sa liberté. L'énergie et la fierté qui ont obtenu la liberté prouvent l'élan qui conduit, presque infailliblement, à la tentative de conquête ou au refus de liberté pour quelques nations plus petites. Quoi ? Vous dites que la nation C qui fait partie de notre Etat a les mêmes droits contre nous que ceux que nous avons contre la nation B ? Mais c'est absurde. La nation C est cochonne et turbulente, incapable de bon gouvernement, exigeant une main ferme si elle ne doit pas être une menace et un trouble pour tous ses voisins. »

A l'aspiration du peuple slovaque à une existence autonome, les Tchèques ont opposé le mythe de la nation tchécoslovaque. Ce mythe n'impliquait rien d'autre que la domination des Tchèques. La transformation, après Munich, de la Tchécoslovaquie en Tchéco-Slovaquie fédérale arriva à un moment politique et psychologique où elle ne pouvait satisfaire personne ni empêcher la désintégration de la république.

De pair avec son admiration pour la Tchécoslovaquie d'avant le putsch de 1948, va l'admiration de Luza pour le président Benes. Malgré les quelques erreurs qu'il a commises, malgré ses quelques hésitations regrettables, Benes reste pour Luza un grand homme d'Etat, un grand démocrate, humaniste et rationaliste, guidé dans sa politique par de hauts principes moraux ; une personnalité dont la valeur tranche avec la petitesse d'esprit, l'ignorance et le cynisme de la plupart des hommes d'Etat de son époque. Cette image du président Benes s'accorde avec celle qui prévaut dans la pensée occidentale. Pour s'en rendre compte, il suffit de regarder quelques titres de livres, publiés à l'Ouest, qui lui sont consacrés (11). Un ouvrage de Bertrand de Jouvenel, dont la lecture procure, d'ailleurs, un plaisir exceptionnel, contient le passage suivant : « Edouard Benes était un homme de très grande qualité morale, il a

invoqué l'autodétermination pour obtenir la création de la Tchécoslovaquie ; mais il l'appréciait moins lorsque les chefs sudètes ou slovaques l'invoquaient à leur tour pour obtenir de Prague leur indépendance. Constaté que des hommes comme Lincoln ou Benes hésitent à appliquer le principe d'autodétermination devrait nous faire hésiter aussi avant de proclamer la valeur absolue de tout principe considéré indépendamment des circonstances » (12).

Pourtant, si l'on relit l'histoire de l'Europe centrale avec un œil critique afin d'en acquérir une vision sobre et exempte de mythes, Benes ne peut échapper à un jugement très sévère et son élévation au niveau de Lincoln ne peut paraître qu'un malentendu. Le président américain a sauvé sa nation pendant la plus grave crise qu'elle ait jamais connue, grâce à la fermeté, la droiture et la fidélité à sa grande vision qui le caractérisaient. Le président tchécoslovaque était un patriote, certes, et un tacticien politique habile — un homme qui aurait pu rendre des services à son pays dans une période moins orageuse que le XX<sup>e</sup> siècle, ou dans une région moins turbulente que l'Europe centrale. Mais il manquait de courage ; les deux points culminants de sa carrière sont deux capitulations : en 1938 et en 1948. L'opportunisme fut un trait caractéristique de Benes. En 1908, dans sa thèse de doctorat, soutenue à l'Université de Dijon (13) — inconnue, en général, de ceux qui ont écrit sur Benes ou son pays — le futur ministre et président s'opposait énergiquement à l'idée de l'indépendance nationale tchèque et défendait avec vigueur la nécessité pour les Tchèques de résoudre leurs problèmes dans le cadre de l'empire autrichien. Or, pendant la Première Guerre mondiale, Benes a choisi une politique diamétralement opposée. Face à l'hydre du nazisme surgissant à l'intérieur et à l'extérieur de la république, son attitude manqua de clarté, de conviction et de fermeté. Les tragiques expériences du nazisme n'apprirent rien à Benes : envers le communisme stalinien, visant à la conquête de l'Europe, il mena une politique faible, accommodante et servile. Dans des condi-

(11) Cf. par exemple, Louis EISENMAN, *Un Grand Européen: Eduard Benes*, Paris, 1934, et Edward B. HITCHCOCK, *I Built a Temple for Peace, The Life of Eduard Benes*, New York, 1940.

(12) *De la Politique Pure*, Paris, 1963, pp. 292-293.

(13) *Le Problème Autrichien et la Question Tchèque*,

tions meilleures que celles de la Finlande, il n'a même pas réussi à préserver pour son pays ce degré de liberté intérieure et extérieure que conserva le pays nordique.

A ces quelques désaccords de principe avec Luza, s'ajoutent certaines réserves de détail. Abordant les statistiques de population, Luza critique le recensement autrichien de 1910, mais ne témoigne d'aucun esprit critique envers les recensements tchèques et cite leurs données comme une vérité inébranlable. Il est vrai qu'étant donné le vernis germanique de l'empire des Habsbourg, le critère d'*Umgangssprache* employé dans ses recensements pouvait déformer quelque peu le tableau de la composition ethnique en faveur des Allemands ; mais en ce qui concerne l'équilibre entre les autres nationalités, ces recensements le reflétaient avec une grande exactitude, étant donné que l'administration impériale n'avait pas intérêt à accorder une position privilégiée, par exemple, aux Tchèques par rapport aux Polonais, ou inversement.

Les recensements tchèques ne soulèvent pas de sérieux doutes sur le nombre des Allemands qu'ils indiquent : le grand contraste entre l'élément germanique et le slave, la conscience nationale extrêmement aiguë dans les régions de jonction et de conflit entre les Allemands et les Tchèques rendent presque impossible la déformation de l'état réel des choses. Cependant, là où la différence et le conflit entre groupes ethniques furent moins prononcés, les méthodes administratives permirent que les recensements tchèques donnent un tableau beaucoup plus favorable qu'en réalité à la nationalité dominante. Par exemple, dans la Silésie de Teschen, ethniquement polonaise, le nombre des Polonais qui était de 18.118 à Bohumin et 57.344 à Fristat, selon le recensement autrichien de 1910, tomba, respectivement, à 4.977 et 29.130, selon le recensement tchèque de 1921, sans qu'ait eu lieu une migration quelconque des Polonais de cette région. Le nombre de votes polonais aux élections communales tchécoslovaques de 1923 se révélait supérieur au nombre total de Polonais en Tchécoslovaquie qu'indiquait le recensement de 1921 (14). Or, chaque fois que Luza parle des Polonais de Tchécoslovaquie, il indique leur nombre selon les sources tchèques exclusivement.

La présentation du sujet n'est pas sans défaut. Le lecteur a, à plusieurs reprises, une sérieuse difficulté à situer dans le temps les événements dont

il est question. Les informations relatives à un même sujet sont souvent dispersées dans différentes parties du livre sans que cela soit indispensable ; une difficulté de saisir le sujet et un allongement de la narration en résultent. Le texte de Luza comporte 1.086 notes en bas de pages. L'expression « en bas de page » ne donne pas, pourtant, d'idée sur l'emplacement des notes ; celles-ci couvrent une partie considérable de presque chaque page et en occupent même, en majeure partie, plusieurs dizaines. Certaines d'entre elles contiennent des références aux sources et des données bibliographiques très utiles ; d'autres, cependant, renferment des informations, séparées du texte principal, sans que le lecteur puisse saisir la moindre nécessité de cette séparation. La lecture devenant par suite de cette fragmentation une véritable torture, l'irritation pousse le lecteur à soupçonner que les notes sont multipliées seulement pour que les pages aient une apparence plus « scientifique ». Or, les pages plus scientifiques en apparence ne sont pas nécessairement plus scientifiques en vérité et, souvent, le lecteur ne sait plus s'il a affaire à un « mauvais bon livre » ou à un « bon mauvais livre », selon la classification spirituelle avancée par Robert Strausz-Hupé dans un de ses comptes rendus (15). L'anglais de Luza manque parfois de clarté. Il est aussi regrettable que l'auteur succombe ici et là à la convention d'un style qui — comme je le suppose — se répand dans le monde contemporain sous l'influence du magazine américain *Time* (le prologue commence mystérieusement : « La date est le 19 novembre 1937. A cette date, le Parti Allemand des Sudètes... »).

Par contre, l'impression du livre de Luza est exemplaire ; l'orthographe des noms tchèques traitée avec un soin extrême. Une excellente bibliographie termine l'ouvrage. L'index en est très exact, excepté que le colonel polonais Beck y apparaît comme un personnage identique au général allemand Beck. Ceci doit être corrigé dans la prochaine édition. À moins que l'auteur ait voulu indiquer par là que l'ancien dirigeant de la politique étrangère polonaise n'était qu'un agent de l'état-major allemand.

(14) Cf. Piotr S. WANDYCZ, *France and her Eastern Allies 1919-1925, French-Czechoslovak-Polish Relations from the Paris Peace Conference to Locarno*, Minneapolis, 1962, pp. 247, 309.

(15) *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, juillet 1953.